

Stephen ELLIS, *Un complot colonial à Madagascar. L'affaire Rainandriamampandry*, Paris, Karthala et Antananarivo, Ambozontany, 1990, 135 p., XII pl. de photographies h.t.

Sous un titre quelque peu elliptique Stephen Ellis présente en fait un pseudo-complot fabriqué par le pouvoir colonial à Tananarive, concrètement

l'"affaire Rainandriamampandry". Disons d'emblée que ce petit ouvrage, dont l'intérêt va croissant, débute fort mal.

Aussi passerons-nous rapidement sur les chapitres introductifs. Ici les répétitions abondent, l'expression est hâtive et non moins, semble-t-il, la réflexion. Un exemple : après la conversion de la reine et du premier ministre, le régime merina devint une "théocratie", tandis que la souveraine restait une "reine déesse". Quelques erreurs font sursauter. Alors qu'il se déclarait encore ouvertement libre-penseur, François de Mahy est baptisé "catholique convaincu". Rainandriamampandry ne dut pas sa popularité au fait d'avoir défendu victorieusement, par deux fois, Tamatave contre les Français - stratégie que l'inégal rapport des forces en présence interdisait d'envisager un seul instant - mais la forteresse de Farafaty sur laquelle il s'était replié.

S. Ellis semble parcourir distraitement un terrain déjà balisé par d'autres : ce qui l'intéresse, c'est de mener sa propre enquête, hors des sentiers battus. Il devient alors passionnant. De l'épisode qu'il intitule "La recherche des victimes", la trame est certes connue. Mais il apporte un renfort considérable à la thèse que Carol avait présentée, dès 1898, dans *Chez les Hova*. Et il la complète sur plusieurs points importants. Gallieni, affirme Carol, dans l'intention de mater l'opposition merina, veut faire fusiller "pour l'exemple" un *andriana* et un *hova*, tenus pour instigateurs du soulèvement des *Menalamba*. Le prince Ratsimamanga est sacrifié sans hésitation. Mais avant de choisir le deuxième bouc émissaire, Gallieni et ses conseillers balancent un moment entre Rasanjy, le traître, et Rainandriamampandry, le héros. Le témoignage de Carol, gênant pour certains, n'a pas, à ma connaissance, été réfuté. Mais restait posée une question : Gallieni, vraisemblablement convaincu de la responsabilité de Rainandriamampandry, en avait-il la preuve ?

La manière même dont fut conduit le procès - totalement à rebours - permet déjà d'en douter. Gallieni désigne les coupables, prononce la sentence, rejette d'avance le pourvoi des condamnés et, dans un deuxième temps, fait avaliser ses décisions par un conseil de guerre. Carol, alias Lafaille, alors directeur de l'Imprimerie officielle à Tananarive, avance une chronologie précise, que personne n'a, je crois, contestée. Le 12 octobre 1896 il reçoit l'ordre de faire imprimer dans le *Journal officiel de Madagascar*, qui sortira le 16, la sentence du conseil de guerre, qui se tiendra le 13 et le compte rendu de l'exécution, qui aura lieu le 15.

S. Ellis ajoute que le conseil de guerre, fort docile - à l'exception d'un de ses membres, le capitaine de Fitz-James qui, courageusement, refusa de siéger

- poussa même le zèle jusqu'à désigner comme avocat de la défense le directeur du service de renseignements, qui déjà était persuadé de la "culpabilité" de Rainandriamampandry. Et, fait pour le moins troublant, le procès-verbal de l'audience n'a jamais été retrouvé. Enfin, Ellis utilise une source nouvelle, les Mémoires restés inédits d'Hippolyte Laroche. Celui-ci dès le début du soulèvement pensait - il ne changera jamais d'avis - que Rainandriamampandry était hors du coup et l'avait constamment protégé. Gallieni dut attendre le départ du résident général pour faire exécuter l'ex-premier ministre. De retour en France, Laroche se livre à une investigation minutieuse à laquelle il consacre un chapitre entier de son manuscrit. Il précise que Gallieni, avant même de débarquer à Madagascar, avait décidé de briser brutalement l'hégémonie merina, pour conclure que les deux accusés ont été "condamnés sur ordre" de ce dernier.

Mais la conviction de Laroche suffit-elle à entraîner la nôtre ? S. Ellis, véritable Sherlock Holmès, est déjà sur une autre piste, totalement imprévue, que lui ont révélé les papiers Lyautey : la soumission du chef *menalamba* Rabezavana est liée au procès Rainandriamampandry. Chacun connaît l'épisode, Lyautey accordant l'aman au rebelle, superbement brossé dans *Les lettres du Tonkin et de Madagascar* - un morceau d'anthologie. En fait, cette mise en scène était l'aboutissement de discrètes tractations. Après l'exécution de Rainandriamampandry Gallieni est critiqué : l'effet de surprise passé, le procès commence à être jugé expéditif, d'autant plus que n'a pas été obtenu le résultat espéré - les Menalamba résistent encore. Aussi doit-il - un peu tardivement - se mettre en quête de preuves et de témoignages. Sous la responsabilité de Lyautey, un émissaire malgache et un officier français se rendent au camp de Rabezavana. Ils viennent lui proposer un marché : sa grâce en échange, lors de sa soumission en une cérémonie publique, d'une déclaration - déjà rédigée - affirmant qu'il avait agi sur ordre de Rainandriamampandry.

Coup superbe. La reddition des *Menalamba* s'en trouvait hâtée, Gallieni améliorerait son image de marque (il se montrait généreux sans risquer d'être taxé de faiblesse puisqu'il pardonnait à de simples comparses), le dossier du procès d'octobre 1886 - escomptait-il sans doute - était définitivement fermé.

S. Ellis s'interroge dans un dernier chapitre sur la portée politique de l'"affaire". Chapitre impressionniste, dans lequel l'auteur saute trop rapidement d'une question à l'autre. Deux directions essentielles sont à retenir. Après l'exécution de Rainandriamampandry, encouragés par les comportements du pouvoir colonial et poussés par les catholiques, des notables et de petits fonctionnaires malgaches font la chasse aux protestants. De son côté, en Imerina, l'opposition protestante, teintée encore

d'anglophilie, n'est pas étouffée mais relancée. Dans ce dernier courant l'auteur prétend voir l'origine lointaine de la V.V.S.

Ainsi S. Ellis apporte des éclairages multiples sur l'"affaire". Reste cependant un oublié de l'Histoire, le prince Ratsimamanga. Chacun le présente comme un personnage médiocre et antipathique. Etait-ce là une raison pour le livrer au peloton d'exécution ? S'il était démontré que Gallieni n'avait aucune preuve contre lui - ce qui est vraisemblable, la question l'a-t-elle même préoccupé ? - ce serait renforcer la thèse d'un procès totalement truqué. Encore une piste pour notre historien détective ?

*Guy JACOB*